



Professeur Kapet de Bana
Photo : D.R.

Aide humanitaire au service du développement ou de la démotivation

Le tiers monde est envahi par l'inquiétant foisonnement des organisations humanitaires qui se bousculent, se querellent, se disputent, se font concurrence ou surenchère, loyale ou déloyale non pour nous aider, mais pour se partager les moyens accumulés de l'aide. Peut-être sommes-nous trop sévères, d'aucuns diront qu'il n'y a pas que du mauvais dans tout cela !... nous en convenons, mais quand les mauvais l'emportent, on est enclin à douter des bons... et c'est ce qui interpelle aujourd'hui notre réflexion.

Nous sommes en effet directement concernés par l'aide humanitaire et bien placés pour savoir ce qu'il faut faire pour nous, notamment en ce qui concerne l'Afrique ou Madagascar.

Professeur Kapet de Bana.

Membre du bureau fondateur de l'association internationale des avocats et juristes le Professeur Kapet de Bana est président fondateur de la ligue camerounaise des droits de l'homme.

On a l'impression - car nous le ressentons malheureusement ainsi - que les riches cherchent, tantôt par pitié généreuse malsaine, tantôt par angouement stupide, à se débarrasser de leurs surplus moisiss, devenus « déchets » et à se décharger sur les nécessiteux affamés.

Ainsi, plutôt qu'une aide humanitaire dont la vraie définition reste à trouver... plutôt qu'une aide au développement dont les conditions et les modalités demeurent imprécises... plutôt que des investissements productifs répondant à des appels d'offres dont les cahiers des charges demandent toujours à être connus d'avance, le « marché de traite » auquel se livre les organisations Non Gouvernementales humanitaires, n'a d'autres résultats pour des esprits responsables d'Afrique ou du tiers-monde, que de démobiliser, les paysans notamment, d'encourager la mendicité, d'étouffer l'effort vers la prise de conscience et la propension au travail productif assurant l'autosuffisance alimentaire.

Ainsi, cette « Charité Business » dont parle avec pertinence B. Kouchner dans un livre consacré à l'analyse du phénomène, fini par devenir la cause du sous-développement chronique dans des pays déjà sous-équipés.

Qui aider ?

L'aide humanitaire a naturellement pour vocation d'aller au secours du plus nécessiteux. S'agissant de l'action en faveur d'un groupe ou d'une population entière, il devient nécessaire sinon fondamental d'identifier les bénéficiaires de l'action, en vue de mieux répondre aux besoins et à la demande. L'expérience montre que, malheureusement, le gaspillage aux conséquences incalculables, est le lot des aides humanitaires distribués anarchiquement dans des régions du monde dont les réalités sont le plus souvent inconnues des distributeurs. Ici, l'important n'est pas la générosité de celui qui donne, mais plutôt l'utilité de cette générosité : la satisfaction effective des besoins.

Assistance Humanitaire

Ainsi, qui a besoin en priorité de l'aide humanitaire, dans nos pays d'Afrique ? C'est essentiellement le monde rural pour son développement, son éducation, sa santé, en un mot, sa transformation. C'est elle en effet qui conditionne à son tour le développement du pays tout entier. L'aide humanitaire doit donc, à notre avis se concentrer sur la paysannerie, les cultivateurs et les éleveurs et tous les secteurs de la transformation et de la distribution des biens agricoles. N'oublions pas que la malnutrition dans les villes résulte avant tout du sous-développement des campagnes.

Comment aider

« La manière de donner vaut mieux que ce que l'on donne ». Ce qui nous conduit à énoncer un certain nombre d'exigences qui devraient guider l'action humanitaire :

- engager une action conjointe entre O.N.G. du pays offrant l'aide et du pays aidé sur la base de projets adaptés, utiles et nécessaires,
- éviter que des opérations d'aide associent directement des O.N.G. qui offrent et des Gouvernements qui reçoivent. L'expérience montre en effet que les Etats du tiers-monde ont toujours détourné les aides destinées au développement social, pour servir d'autres objectifs. C'est pourquoi il serait plus souhaitable, sinon plus efficace qu'on observe les considérations suivantes :
- identifier les besoins ressentis et exprimés par les populations concernées,
- connaître les habitudes socio-culturelles ou le comportement des agents locaux,
- étudier la nature des moyens d'intervention en adéquation avec les conditions du lieu de déroulement des opérations de développement,

- créer les infrastructures socio-culturelles d'implantation et de gestion pour un développement intégré,
- éviter, désormais toute confusion entre aide humanitaire en cas de catastrophes naturelles ou accidentelles, ponctuelles, que centralise l'Etat et les opérations ordinaires des O.N.G. de « développement » qui conduisent des actions privées entre partenaires privés.



Photo : Croix Rouge
L. de Tolédo

On ne devrait concevoir l'aide alimentaire à une population donnée qu'en cas de catastrophes ponctuelles. En dehors de ces cas particuliers, l'aide alimentaire doit résulter de l'aide à l'agriculture. Toutes les opérations d'aide humanitaires doivent se dérouler entre O.N.G. partenaires, au bénéfice exclusif des populations. Elles doivent s'inscrire dans des projets de développement productif assurant l'auto-suffisance. Rappelons que la faim n'est jamais un phénomène isolé : elle est liée à l'éducation, la santé, l'existence d'eau potable, la formation des hommes et des femmes des jeunes comme des

adultes... A cet égard, l'aide alimentaire permanente d'une population recelle des effets pervers parce que supprimant la cause, elle supprime les motivations et par voie de conséquence la réalisation de projets réellement intégrés et productifs.

Dans le continent africain, la majeure partie des agriculteurs sont des femmes. Cependant les programmes de formation persistent dans la grave erreur humaine, sociale et économique de penser d'abord à l'homme, privant ainsi la moitié des producteurs agricoles de toutes possibilités d'amélioration de leurs techniques et de leurs ressources. On a déjà beaucoup écrit pour critiquer ce système, le moment est peut-être venu de renverser la tendance et d'assurer une véritable promotion de la femme au triple niveau social, culturel et économique. L'expérience nous montre que les actions isolées qui ne touchent qu'un seul aspect du développement des communautés très pauvres se perdent, c'est à dire qu'elles ne donnent pas de résultats utiles. C'est la raison pour laquelle les O.N.G. doivent, si elles veulent atteindre un résultat bénéfique, analyser au préalable et avec beaucoup d'attention, non seulement les conditions liées à la nature et à l'ampleur du projet, mais également à l'environnement général du projet, sa place dans les priorités nationales et les conditions du partenariat local. Il faudrait garder présent à l'esprit que le développement d'un pays résulte de l'interaction de plusieurs facteurs. Agir sur un seul d'entre eux est source de nouveaux déséquilibres.

C'est dans les trois domaines de l'agriculture, de la santé et de l'éducation que cette analyse préalable s'impose en Afrique avec le plus de force. ■